

<p>1 / Lancement du projet FreemE au Maroc et en Egypte P.1</p> <ul style="list-style-type: none"> • Editorial • Interview avec Cyril Dewaleyne 	<p>2 / Énergies Renouvelables efficacité énergétique et accès au développement P.2</p> <ul style="list-style-type: none"> • Énergies renouvelables et efficacité énergétique • Microfinance et énergie • Quelques définitions • Liens utiles 	<p>3 / Continuation Énergie et Développement P.5</p> <ul style="list-style-type: none"> • Contexte ER/EE et développement au Maroc et en Egypte • Microfinance et énergie
<p>4 / Présentation du projet P.6</p> <ul style="list-style-type: none"> • Objectifs et groupe cible • Activités • Résultats attendus sur les 2 pays 	<p>5 / Interview et brèves du projet P.7</p>	<p>6 / Agenda et présentation des partenaires P.8</p>

LA NEWSLETTER DU PROJET FREEME

Éditorial

Lancement du projet FREEME

au Maroc et en Egypte

Les objectifs du millénaire ont confirmé la place centrale de l'énergie dans les efforts d'éradication de la pauvreté pour les 1,6 milliard de personnes qui ne bénéficient pas d'accès aux services énergétiques modernes.



De même que l'énergie est considérée comme un besoin vital, la maîtrise de l'énergie et le développement des énergies renouvelables représentent des enjeux importants au niveau économique, social et contribuent à lutter contre le changement climatique.

Leur développement est confronté à des obstacles, en particulier pour les personnes à faibles revenus et en situation de précarité énergétique : le prix et l'accès au financement sont les principales contraintes soulevées pour l'obtention d'équipements pour les ménages les plus pauvres et les petites activités génératrices de revenus (AGR). La microfinance, reconnue comme un outil essentiel de lutte contre la pauvreté en favorisant le développement économique et social des microentrepreneurs et de leurs proches, joue un rôle encore modeste pour favoriser l'accès à l'énergie et promouvoir des systèmes plus efficaces énergétiquement. Renforcer les capacités techniques et institutionnelles des

acteurs locaux, inciter les institutions de microfinance (IMF) à créer des modèles financiers et à développer des actions de sensibilisation pour faciliter l'accès de leurs clients aux énergies renouvelables (ER) et d'efficacité énergétique (EE) permettent de diminuer durablement la précarité énergétique.

Ainsi, PlaNet Finance et ses partenaires ont décidé de mettre en place le projet FREEME au Maroc et en Egypte pour permettre la diffusion des Énergies Renouvelables et des services d'Efficacité Énergétique en y associant la microfinance.

D'une durée de 3 ans, le projet FREEME s'attachera à apporter des réponses concrètes pour lutter contre la précarité énergétique des groupes de populations vulnérables des zones urbaines et rurales et à diffuser régulièrement les résultats.

INTERVIEW

Bienvenue au projet FREEME

Dans le cadre de son partenariat avec le Maroc, l'Union Européenne soutient les principales réformes du secteur énergétique du Royaume par le biais de multiples actions et instruments financiers. En complémentarité avec son principal programme d'appui sectoriel, le projet FREEME contribue au déploiement à l'échelle nationale et régionale de mesures d'efficacité énergétique et des énergies renouvelables par des mécanismes de financement novateurs et efficaces.

Cyril DEWALEYNE

Chargé de programme Énergie et Gouvernance au sein de la délégation de l'UE au Maroc.

>> Suite de l'interview page 2

Nous vous donnerons rendez-vous tous les 6 mois pour des informations régulières sur le projet FREEME.

L'équipe projet



Partenariat Énergétique UE

Extrait de l'interview réalisée auprès de **Cyril DEWALEYNE**, chargé de programme à la délégation de l'Union européenne au Maroc le 20 juin 2010

Pourriez-vous nous indiquer la teneur des actions de coopérations énergétiques développées par l'Union Européenne au Maroc ?

Une déclaration commune sur les priorités de coopération entre le Maroc et l'Union européenne (UE) en matière d'énergie a été signée le 23 juillet 2007. Son objectif est l'accompagnement de la mise en œuvre de la politique énergétique nationale, pour concrétiser le rapprochement de la politique énergétique nationale avec celle de l'UE.

De même, le document conjoint UE / Maroc préconise un dialogue régulier pour le renforcement des relations bilatérales / Statut avancé" (l'UE ayant octroyé au Royaume le Statut avancé en octobre 2008).

L'Union européenne finance pour la période de 2008 à 2012 un programme d'appui à la réforme du secteur énergétique au Maroc pour un montant de 76,66 millions d'euros avec une priorité donnée aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique conforme aux objectifs et priorités inscrits dans la stratégie énergétique nationale et le plan national d'actions prioritaires proposés par le Gouvernement.

La transformation du Centre de Développement des Energies Renouvelables (CDER)

en Agence de Développement des Energies Renouvelables et de l'Efficacité Énergétique (ADEREE) ainsi que le renforcement de ses capacités institutionnelles fait partie des principaux résultats escomptés sur le programme et la composante efficacité énergétique et énergies renouvelables.

"Concrétiser le rapprochement de la politique énergétique nationale avec celle de l'UE"

Quelle est la position du Royaume dans le domaine des énergies renouvelables ?

Le Maroc ambitionne d'intégrer pleinement son marché de l'énergie au marché européen à travers l'approfondissement et l'accélération de la convergence des politiques. Par ailleurs, la consolidation des infrastructures existantes sur le territoire marocain pour l'interconnexion des réseaux électrique et gazier du sud et du nord de la Méditerranée favorisera les échanges sud-sud. L'ouverture du marché de l'électricité verte de l'UE pourrait faire du Maroc un exportateur d'électricité verte.

www.delmar.ec.europa.eu

Energie renouvelable, efficacité énergétique et accès au développement

Lancement du projet FREEME au Maroc & en Egypte

L'épuisement des réserves planétaires d'énergies fossiles entraîne une augmentation inexorable de leur coût.

Parallèlement, si les tendances observées depuis 30 ans perdurent, la demande totale en énergie primaire commerciale dans l'ensemble du bassin méditerranéen risque d'augmenter de 65% entre 2000 et 2025.

Aujourd'hui, cette augmentation pèse en premier lieu sur les budgets de l'État, qui les

Tous néanmoins peuvent réduire leur dépendance aux énergies fossiles, renforcer leur résistance économique et diminuer leurs charges. Les solutions

subventionne pour en faciliter l'accès au plus grand nombre, comme c'est le cas par exemple du gaz au Maroc. Mais elle constitue également une charge primordiale sur les budgets des ménages, notamment les plus vulnérables pour qui elle peut atteindre 30%, et sur le secteur de l'économie informelle.

accessibles résident dans l'efficacité énergétique, et l'usage d'énergies renouvelables.

Même si les pays méditerranéens sont dans des situations très différentes, ils ont tous des marges de manœuvre pour améliorer l'efficacité de leurs usages énergétiques, renforcer la sécurité de leurs approvisionnements et contribuer à un développement énergétique plus durable.

Le prix du pétrole ne fait qu'accroître la nécessité des politiques de maîtrise de l'énergie et de développement des énergies renouvelables. La priorité

doit être accordée à une utilisation plus rationnelle de l'énergie : efficacité énergétique, accompagnement à la sobriété énergétique, production d'énergies renouvelables.

Ces solutions, souvent très rapidement rentables, appellent des surinvestissements initiaux. Nous travaillons aujourd'hui avec le secteur de la microfinance pour concevoir les outils et dispositifs propres à lisser ces surinvestissements.

Mathieu RUILLET,
GERES France



Microfinance & Énergie

un nouveau paradigme



Pascale Geslain

Responsable programmes
Microfinance et Environnement

La difficulté d'accéder à une source d'énergie ou utiliser des systèmes très coûteux en énergie limitent le développement des activités génératrices de revenus et impactent fortement la vie des populations.

La crise financière a aggravé l'écart entre les plus riches et les plus pauvres qui constituent la base de la pyramide : au moins 3,7 milliards de personnes, n'ont toujours pas accès à des services financiers et 3 milliards de personnes participent malgré

eux aux émissions de gaz à effet de serre, faute de moyens d'utiliser des technologies propres et des systèmes d'énergie modernes. L'absence d'offres financières adaptées renforce cette précarité énergétique.

L'accès à des services énergétiques modernes en milieu rural et périurbain et financé en partie par du microcrédit est une des réponses pour diminuer cette

“La crise financière a aggravé l'écart entre les plus riches et les plus pauvres”

pauvreté énergétique. La mise en place de produits de financement énergie permet aux institutions de microfinance (IMF) de développer de nouveaux marchés et de diversifier leur portefeuille et leur gamme de produits.

Pourtant, moins d'une trentaine d'IMF dans le monde ont développé des produits financiers adaptés pour l'accès à l'énergie

et le financement de produits plus efficaces au niveau énergétique. Il faut cependant citer le cas de la microfinance au Bangladesh qui peut être considéré comme exemplaire dans le domaine, en ayant conjugué accès aux services énergétiques décentralisés et modèles de microfinance adaptés pour plus de 300 000 personnes, ainsi que la création de 7 000 activités de maintenance en zone rurale.

L'implication des institutions de microfinance pour financer de nouveaux marchés plus respectueux de l'environnement nécessite un changement de comportement de l'ensemble des acteurs : le financement de technologies innovantes est non seulement positif pour limiter le réchauffement climatique mais également porteur d'emplois durables.

Ce changement de comportement n'est possible que si les institutions de microfinance

sont soutenues pour mettre en place ces produits financiers et si elles évoluent dans un environnement institutionnel et local favorable qui place les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique comme prioritaires.

Concilier les objectifs de développement économique et social et prendre en compte les problématiques environnementales, de nouveaux défis pour les institutions de microfinance ? La mise en place de projets pilotes comme FREEME permettra de concilier ces trois objectifs et de montrer que ces enjeux sont possibles.

Pascale GESLAIN,
PlaNet Finance

QUELQUES DÉFINITIONS



© Sources Union Européenne - www.epi-energy.com

L'efficacité énergétique

Rapport entre l'énergie produite par un système et l'énergie consommée. Par exemple, une lampe à incandescence a une efficacité énergétique de 5%, car seuls 5% de l'énergie électrique sont effectivement convertis en lumière, le reste est perdu en chaleur. L'augmentation de l'efficacité énergétique permet de réduire les consommations d'énergie, à service rendu égal. En découle une diminution des coûts écologiques, économiques et sociaux liés à la production et à la consommation d'énergie.

Les énergies renouvelables

Sont des sources d'énergie qui se renouvellent assez rapidement pour ne jamais être épuisées. Le caractère renouvelable d'une énergie dépend de la vitesse à laquelle la source se régénère, mais aussi de la vitesse à laquelle elle est consommée. Ainsi, le bois est une énergie renouvelable tant qu'on abat moins d'arbres qu'il n'en pousse et que la forêt continue à jouer ses fonctions écologiques vitales. Sont considérées comme des énergies renouvelables les énergies solaires, thermiques, géothermiques, photovoltaïques, éolienne et la biomasse.

La microfinance

L'offre de services financiers (épargne, crédit, assurance, etc.), à destination des plus pauvres. Elle s'adresse à des personnes à faible revenu, n'ayant pas accès aux institutions financières classiques et sans activité salariée régulière. Aujourd'hui, la microfinance touche 155 millions de personnes dans le monde, servies par plus de 10 000 institutions de microfinance (coopératives, ONG, banques de microfinance) ou banques commerciales. On estime à 500 millions le nombre de personnes toujours en attente de financement.

LIENS UTILES

Union européenne
ec.europa.eu

Euro-Mediterranean Energy Market Integration Project (MED-EMIP)
www.medemip.eu/WebPages/Common/Default.aspx

Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA)
www.irena.org

Programme des nations Unis, (objectifs du millénaire)
www.un.org/millenniumgoals/

Programme des nations unis pour le développement (au Maroc)
www.pnud.org.ma

Agence Française de développement (AFD)
www.afd.fr

Ministère de l'électricité et de l'énergie (MOEE) en Egypte
www.moee.gov.eg/english/

Ministère de l'énergie au Maroc
www.mem.gov.ma

New and Renewable Energy Authority (NREA) en Egypte
www.nrea.gov.eg/english1.html

Centre régional pour les ER&EE (RCREEE) en Egypte
www.rcreee.org/index.aspx

Mixmarket
www.mixmarket.org

The Microfinance Gateway
www.microfinancegateway.org/

CGAP
www.cgap.org

Réseau international d'accès aux énergies durables
www.riaed.net/

Sanabel
www.sanabelnetwok.org

Green Microfinance
www.greenmicrofinance.org

Continuation ÉNERGIE & DÉVELOPPEMENT

3

Contexte ER/EE & développement au Maroc & en Egypte

Le Maroc et l'Egypte présentent un certain nombre de caractéristiques communes aux pays de la région MENA: de fortes disparités régionales, **un taux de pauvreté encore élevé, une grande dépendance vis à vis des énergies fossiles et un nombre élevé de microentreprises**. Malgré un secteur fortement subventionné, la facture énergétique représente un coût non négligeable sur le budget des consommateurs, surtout pour les plus pauvres. L'efficacité énergétique est un axe prioritaire pour les deux pays mais les actions se concentrent généralement sur les PME et les PMI.

Acteur incontournable pour le développement économique et social des très petites entreprises, la microfinance des deux pays se caractérise par des expériences modestes pour l'accès à l'énergie et dans la promotion de systèmes plus efficaces énergétiquement.

MAROC



En quelques chiffres

Population totale / 31,2 M ^(2010*)
Population urbaine / 56% ^(2010*)
PIB/habitant / 3761 € ⁽²⁰⁰⁹⁾
Taille moyen du foyer / 5 pers. ⁽²⁰⁰⁴⁾
Population en dessous du seuil de pauvreté / 15% ⁽²⁰⁰⁷⁾
Taux de chômage / 9,9% ⁽²⁰⁰⁹⁾
% de microentreprises / 97,7%
Coût de l'électricité (Kwh) / 9,84 cts € pour l'industrie 13,23 cts € pour les particuliers
Taux de croissance annuel de la consommation énergétique / 4 % annuel croissance consommation énergétique et 8 à 10% pour l'électricité ⁽²⁰⁰⁸⁾

Le secteur de la microfinance au Maroc arrive à une phase de maturité, avec 12 associations qui se partagent le marché et un encours cumulé de 443 millions d'euros pour 925 000 clients actifs (données à fin décembre 2009). Il est doté d'une loi spécifique, qui permet, depuis 2004, de financer l'amélioration des conditions de vie, notamment sur l'habitat : le logement, la connexion au ré-

seau de l'eau potable et l'équipement en installation électrique (photovoltaïque) dans la limite de 50 000 DRH (4 500 euros). Cependant la part de financements pour l'amélioration de l'habitat représente en moyenne moins de 10% du portefeuille total des institutions de microcrédit.

Le secteur de la microfinance en Egypte est en pleine phase d'expansion: le microcrédit est le principal produit développé, l'épargne n'est pas autorisée et les produits d'assurance peu développés. Une quinzaine d'Institutions de MF spécialisées et d'autres acteurs comme des ONG, des banques commerciales (au nombre de six) interviennent dans le financement des TPE et des populations

vulnérables totalisant un encours de 209 millions d'euros pour 868 000 clients actifs. Ces financements concernent majoritairement le développement des activités génératrices de revenus, les produits pour l'amélioration de l'habitat restent encore modestes.

En quelques chiffres

Population totale / 81,5 M ⁽²⁰⁰⁸⁾
Population urbaine / 43% ⁽²⁰⁰⁸⁾
PIB/habitant / 4300 € ⁽²⁰⁰⁹⁾
Taille moyen du foyer / NC
Population en dessous du seuil de pauvreté / 43,90%
Taux de chômage / 9,7% ⁽²⁰⁰⁹⁾
% de microentreprises / NC
Coût de l'électricité (Kwh) / 1,84 cts € pour l'industrie 2,23 cts € pour les particuliers
Taux de croissance annuel de la consommation énergétique / 6,64% ⁽²⁰⁰⁶⁾

EGYPTE



Avec la participation de Noémie Zambeaux, Enas Mohamed, Magalie Durdux, Mohamed Maarouf et Adel Soliman Beshara

* Estimation

4 PRÉSENTATION DU PROJET

Objectifs & groupes cibles

Le projet FREEME a pour objectif de soutenir le développement, l'accès et l'utilisation durable d'Energies Renouvelables et d'Efficacité Energétique au Maroc et en Egypte, à travers la microfinance pour les groupes de populations vulnérables des zones urbaines et rurales. Le projet prévoit d'impliquer 12 500 parties prenantes différentes dans les deux pays, issues du secteur privé et public pendant les trois années de durée du projet.



Activités

Renforcement institutionnel des entités EE&ER et actions adaptées aux politiques énergétiques Nationales proposées aux groupes cibles.



Renforcement des capacités techniques des micro-entreprises et petits distributeurs pour créer et diversifier les produits et services énergétiques

Élaboration des modèles de Microfinance adaptés et mise en place d'un fonds de crédit pour les IMF partenaires



Organisation de campagnes de sensibilisation sur les EE&ER pour les populations locales et dissémination du projet.

Résultats attendus

1

Des synergies seront développées entre toutes les parties prenantes et des actions adaptées aux politiques énergétiques nationales seront proposées aux groupes cibles.

2

400 petites entreprises seront formées et capables de commercialiser des équipements plus performants et de proposer des prestations énergétiques de proximité.

3

Des schémas de microfinance et des services financiers seront conçus et 800 bénéficiaires (TPE et ménages modestes) auront accès à un microcrédit pour financer leur matériel.

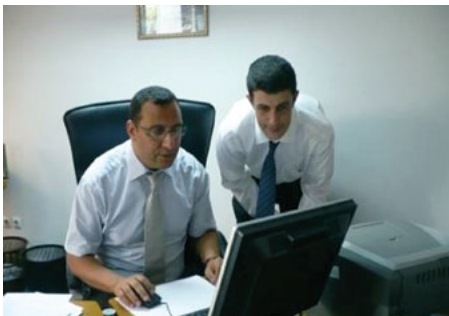
4

4800 bénéficiaires des services de microfinance seront sensibilisés sur l'impact socioéconomique et environnemental des EE&ER. Les modèles de financement seront disséminés et publiés au niveau de la région Mena.

INTERVIEWS & brèves du projet

5

Interview de monsieur El Mostafa CHEHHAR, Directeur Exécutif de la fondation Ardi, au Maroc.



M. El Mostafa CHEHHAR, Directeur Exécutif et Salah Eddine CHAHBOUNE, département marketing de la Fondation ARDI

Quel intérêt portez-vous au partenariat sur les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique ?

Tout d'abord, ces deux concepts sont des questions environnementales importantes aujourd'hui. Ensuite nous avons décelé un nombre important de toutes petites entreprises qui sont énergivores. Enfin notre implication dans ce projet n'est

qu'un début pour diversifier nos produits, afin d'accompagner et de sensibiliser nos clients sur les gains attendus et l'amélioration de leurs conditions de vie ainsi que celles de leur famille.

Quel est l'apport de la Fondation ARDI dans ce projet FREEME ?

Comme vous le savez, la seule association de microcrédit au Maroc retenue pour ce projet est la Fondation ARDI. Notre apport est tout simplement de permettre aux microentrepreneurs d'accéder aux produits de EE&ER par le biais de microcrédit notamment dans le milieu rural ainsi que l'organisation des séances de formation et de sensibilisation auprès de cette population défavorisée. Nous disposons du potentiel humain, technique et du savoir faire qui garantiront le bon déroulement et la réalisation des objectifs assignés à ce projet.

Pouvez-vous nous donner un exemple pour l'offre actuelle sur les EE&ER ?

Il s'agit d'une offre qui donne des solutions techniques par le biais de la microfinance à la réduction de la facture énergétique soit par le financement de l'équipement dédié ou par le remplacement

total des outils de production déjà existants. Par exemple le four à gaz, les lampes à basse consommation, le chauffe-eau voltaïque, la machine à coudre, etc.

Comment allez-vous procéder pour identifier les besoins de vos clients ?

Dans le but de préciser les attentes des clients, nous sommes dans la phase de la réalisation des focus groupes et des questionnaires sur les moyens de production existants ainsi que la facture énergétique de nos clients. L'analyse des données dégagées de ces études va nous permettre d'identifier et d'adapter l'offre de nos produits aux activités énergivores déjà sélectionnées.

Quelles sont exactement les antennes retenues pour ce projet ?

D'un commun accord avec l'ensemble de nos partenaires, nous avons sélectionné les antennes dont les clients exercent des activités énergivores et qui offrent un potentiel de réduction significative de leur facture énergétique.

Interview réalisée par M. Salah Eddine CHAHBOUNE, coordinateur projet pour la Fondation Ardi.

Interview de Monsieur Magdy Sidhom Directeur Exécutif de EACD. (Association Egyptienne de Développement Global)



Magdy Sidhom, Directeur Exécutif de EACD

Quel intérêt portez-vous au partenariat sur les énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique ?

De part son activité, EACD est concerné par la diffusion des actions de sensibilisation sur le concept de l'énergie renouvelable et des moyens à mettre en œuvre pour une utilisation plus répandue. Sur le thème des EE&ER, beaucoup de projets peuvent être mis en place dans des zones qui présentent un intérêt

dans ce domaine, notamment parce que l'Egypte a un potentiel important de ressources naturelles tels que le vent et le soleil. Dans les faits, l'Egypte n'utilise pas ces moyens car le gaz, l'électricité et le pétrole sont bon marché car très subventionnés. Ainsi nous ne cherchons pas d'autres moyens.

La recherche et l'apprentissage de nouvelles technologies nous permettront de mieux gérer nos ressources naturelles compte tenu de l'augmentation de prix des énergies fossiles.

Votre organisation a-t-elle déjà participé à des projets environnement ? si oui quels sont-ils ?

EACD a déjà participé à des projets liés à l'environnement sur l'utilisation rationnelle de la consommation de fuel et la réduction de la pollution dans les zones rurales, ainsi qu'un projet biogaz et de recyclage des déchets pour l'utilisation domestique.

Ces projets faisaient appel à la microfinance pour aider les bénéficiaires à investir dans ces technologies en fournissant l'accès au crédit et le support

technique pour la mise en place.

Pensez vous que les institutions de microfinance peuvent réduire l'impact environnemental de leurs clients ?

Oui, en finançant des activités et nouvelles technologies qui permettent de mieux gérer les ressources naturelles pour protéger en même temps l'énergie et la nature.

Selon vous, est ce que le projet est important pour le secteur de la microfinance en Egypte ?

Sans aucun doute, parce qu'il couvre différentes zones géographiques, jusqu'en haute Egypte, et qu'il aborde de nouveaux thèmes pour le secteur dans le pays comme les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique.

Propos recueillis par Enas Mohamed, coordinatrice PlaNet Finance pour le projet FREEME en Egypte.

AGENDA 6

7 Avril 2010



/ Réunion de lancement du projet FREEME au Maroc, à Rabat au Ministère de l'énergie avec l'ensemble des partenaires locaux et discours d'ouverture de Cyril DEWALLEYNE chargé de projet énergie de l'Union Européenne.

15 Avril 2010

/ Réunion de lancement du projet FREEME Egypte à l'Hôtel Flamenco au Caire en présence des partenaires et discours d'ouverture Ahmed DELBELTAGUI chargé de projet énergie de l'Union Européenne.



Du 22 au 28 Juin 2010

/ Focus groupes auprès d'un échantillon de microentrepreneurs et clients de la Fondation Ardi, partenaire du projet à TETOUAN TANGER, CHEFCHAOUEN et LARACHE et RABAT.

Du 5 au 15 Juillet 2010

/ Focus groupes auprès d'un échantillon de microentrepreneurs et clients des IMFs partenaires : DBAC et EACD à Mansoura et Asyut.

Du 29 au 30 Juin 2010

/ Focus groupes avec les maisons énergie à Casablanca et Rabat.

PRÉSENTATION DES PARTENAIRES

PARTENAIRES TECHNIQUES

ADEME

/ Etablissement public français placé sous la tutelle conjointe des ministères en charge du Développement durable et de la Recherche.

www.ademe.fr

DBACD

/ Dakahleya Businessmen Association for Community Development: Institution de microfinance Egyptienne

www.dbacd-eg.org

GERERE

/ Association marocaine spécialisée dans l'énergie.

ADEREE (ex CDER)

/ Centre de Développement des Énergies Renouvelables, une agence marocaine spécialisée dans les Énergies Renouvelables.

www.cder.org.ma

EACD

/ Association Egyptienne de Développement Global : Institution de microfinance.

www.eacdonline.com

PlaNNet Finance

/ PlanNet Finance est une organisation de solidarité internationale dont la mission est de lutter contre la pauvreté par le développement de la microfinance afin d'améliorer l'accès aux services financiers pour les populations pauvres qui en sont exclues. PlanNet Finance mène des actions dans près de 80 pays

Fondation ARDI

/ Institution de microfinance au Maroc.

www.ardifondation.ma

GERES

/ Organisation française de solidarité internationale.

www.geres.eu

www.planetfinancegroup.org



PARTENAIRES FINANCIERS

